



CHAPITRE 78

Loi modifiant la Charte de la Société
générale de financement du Québec

[Sanctionnée le 24 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1962, c.
54, a. 7,
mod.

1. L'article 7 de la Charte de la Société générale de financement du Québec (1962, chapitre 54) est modifié en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots « Deux millions et demi » par les mots « Trois millions ».

Id., a. 9,
mod.

2. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 76 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, après le troisième alinéa, le suivant :

Souscription
du gouver-
nement.

« Il est aussi autorisé à souscrire au même nom, avant le 31 décembre 1972, dix millions de dollars payables sur le fonds consolidé du revenu, pour un million d'actions à dividende différé de la Société. »

1962, c.
54, ss. 9a,
9b, aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 9, les suivants :

Emploi
des
montants.

« **9a.** La Société ne peut employer un montant qui lui a été versé en vertu du quatrième alinéa de l'article 9 à des fins autres que celles qui sont agréées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Respon-
sabilité
des tiers.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'observance du présent article qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the General
Investment Corporation of Québec

[Assented to 24th December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Charter of the General Investment Corporation of Québec (1962, chapter 54) is amended by replacing the words "Two and one-half" in the first line of the third paragraph by the word "Three".

1962, c.
54, s. 7,
am.

2. Section 9 of the said act, amended by section 2 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967 and by section 1 of chapter 72 of the statutes of 1969, is again amended by adding after the third paragraph the following:

Id., s. 9,
am.

"He is also authorized to subscribe, on the same behalf, before the 31st of December 1972, ten million dollars payable out of the consolidated revenue fund, for one million deferred-dividend shares of the company."

Govern-
ment sub-
scription.

3. The said act is amended by inserting after section 9 the following:

1962, c.
54, ss. 9a,
9b, added.

"**9a.** The company shall not use any amount which was paid to it under the fourth paragraph of section 9 for purposes other than those approved by the Lieutenant-Governor in Council.

How
amount
used.

Third persons are not obliged to see to the observance of this section which shall not be invoked by or against them.

Third
persons.

Enregistrement
des
actions.

« 9b. Les actions détenues par Sa Majesté sont enregistrées au nom du ministre de l'industrie et du commerce qui, en sa qualité, exerce tous les droits attachés à ces actions; les paragraphes 2 et 3 de l'article 192 de la Loi des compagnies ne s'appliquent pas à un fondé de pouvoirs nommé par le ministre de l'industrie et du commerce. »

"9b. The shares held by Her Majesty shall be registered in the name of the Minister of Industry and Commerce who, in his capacity, shall exercise all the rights attached to such shares; subsections 2 and 3 of section 192 of the Companies Act shall not apply to a proxy appointed by the Minister of Industry and Commerce."

Shares
registered
in name of
Minister.

Réduction
du fonds
social.

4. La Société générale de financement du Québec peut réduire le montant de son fonds social d'un montant ne dépassant pas la dévaluation comptable dans ses livres, au 31 décembre 1971, de ses placements en actions et obligations dans Albert Giguère Ltée, Maki Corporation — Corporation Maki et Sogefor Ltée — Sogefor Ltd., et des avances qu'elle a consenties à chacune de ces compagnies à la même date, par l'annulation d'actions à dividende différé émises de son fonds social pour un montant égal à ladite dévaluation, en prenant pour base la valeur nominale de ces actions.

4. The General Investment Corporation of Québec may reduce the amount of its capital by an amount not exceeding the devaluation on its books at the 31st of December 1971 of its investments in the shares and debentures of Albert Giguère Ltée, Maki Corporation — Corporation Maki and Sogefor Ltée — Sogefor Ltd. and of the advances which it made to each of such companies at the same date, by the cancellation of issued deferred-dividend shares of its capital for an amount equal to the said devaluation, using as a basis the par value of such shares.

Reduction
of capital.

Idem.

5. La Société générale de financement du Québec peut, si elle dispose de l'ensemble des actions qu'elle détient dans le fonds social de Sogefor Ltée — Sogefor Ltd., avant le 31 décembre 1972 ou si cette compagnie dispose de l'ensemble de ses actifs avant cette date, réduire le montant de son fonds social d'un montant ne dépassant pas l'excédent de l'ensemble de la valeur de ses placements dans les actions ou obligations de ladite compagnie et des avances qu'elle lui a consenties, dévalué conformément à l'article 4, sur l'ensemble du montant obtenu en disposant des actions ou actifs de ladite compagnie et du montant de toute perte d'exploitation que ladite compagnie peut subir pour l'année 1972, par l'annulation d'actions à dividende différé émises de son fonds social pour un montant égal à ladite réduction, en prenant pour base la valeur nominale de ces actions.

5. The General Investment Corporation of Québec may, if it disposes of all the shares which it holds of the capital stock of Sogefor Ltée — Sogefor Ltd., before the 31st of December 1972 or if such company disposes of all its assets before that date, reduce the amount of its capital by an amount not to exceed the excess of the aggregate value of its investments in the shares or debentures of that company and of the advances which it made to it, devalued in accordance with section 4, over the aggregate obtained by disposing of the shares or assets of the said company and of the amount of any operating loss which that company might sustain for the year 1972, by the cancellation of the issued deferred-dividend shares of its capital for an amount equal to the said reduction, using as a basis the par value of such shares.

Idem.

Exercice
de pou-
voirs par
règlement.

6. La Société générale de financement du Québec exerce les pouvoirs prévus aux articles 4 et 5 par un règlement qui doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil mais qui ne requiert aucune autre approbation, sanction ou

6. The General Investment Corporation of Québec shall exercise the powers contemplated in sections 4 and 5 by a regulation which must be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council but which shall require no other

Regulation
for
approval.

confirmation et n'est sujet à aucune opposition. Si ce règlement est ainsi approuvé, il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*; le fonds social de la Société est réduit, dans le cas prévu à l'article 4, à compter du 31 décembre 1971 et, dans le cas prévu à l'article 5, à compter de la date de cette publication ou si cette publication est postérieure au 31 décembre 1972, à compter de cette dernière date.

Exercice
de
pouvoirs.

Le ministre de l'industrie et du commerce exerce, à cet égard, les pouvoirs qui sont conférés au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives par la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275).

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

approval, assent or confirmation and shall be subject to no objection. If such regulation is so approved, it shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*; the capital of the Corporation shall be reduced, in the case provided for in section 4, from the 31st of December 1971 and, in the case provided for in section 5, from the date of such publication or, if such publication is made later than the 31st of December 1972, from the last mentioned date.

In this respect, the Minister of Industry and Commerce shall exercise the powers conferred upon the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives by the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275).

Powers
exercised
by Min-
ister of
Industry.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.